Marine (1898) Department.

G.O., No. 425 Mar

DATED 28 May to Ed.

[Despatch Abstract.]

Pilgrimage to Mecca. Govt of India Ed^{to} forwarding Copy & a. despatch from the Secretary of State ~~on the subject~~ forwarding Certain papers relative to the —, received.

W 27/5/98.

[M. b. 2,000—25-10-98.]

INDEXED 27/5/98

[M. 4. 500—14-6-97.]

Ed. Mar 27/5/98.

BACK PAPERS.

G.O.	No.	Department.	Date.	G.O.	No.	Department.	Date.
		Pub:					
5G	894	~~do~~ "	7-7-97				
-	195A	"	2-3-97				
-	585	-	15-5-97				
-	577	-	10-7-95				
-	80	-	7-2-80				

FURTHER PAPERS.

G.O.	No.	Department.	Date.	G.O.	No.	Department.	Date.
~~5G~~	~~894~~	~~do~~ "	7-7-97				

Marine (1898) Department.

CURRENT No. 494

P.

Order 425 Marine d/25 May 1898

Recorded.

A.S.K. 23.5.98

N.S.

Ltr to

It does not seem necessary to publish this correspondence.

N.S.

From The Govt of India Home Dept (Sanitary)

No. 883

Dated 15 } April 1898
Received 23 }

Enclosures — 1

Spare copies — 6

SUBJECT.

Pilgrimage ~~to the Hijaz~~

Forwarding Copy & a despatch from the Secretary of State regarding —

Await translation calls for. 22 Apr 98 (Ex) RP

See further correspondence

F/W/W

M. 4.
500—14-6-97.

Pr. No. 27/5/98.

BACK PAPERS.

No.	Date.

FURTHER PAPERS.

No.	Date.

India Office,
London, 10th February 1898.

Revenue,
No. 26.

To His Excellency The Right Honourable The Governor General of India in Council.

MY LORD,

Pilgrimage to the Hijaz.

I forward herewith, for the information of your Excellency's Government, copy of papers as noted in the margin* relative to the pilgrimage to the Hijaz.

* From Foreign Office, 7th April 1897, and enclosures.
From ditto, 16th April 1897, and enclosures.
From ditto, 20th December 1897, and enclosures.
To ditto. 11th January 1898.
From ditto, 21st January 1898, and enclosures.

I have the honour to be,
MY LORD,
Your Lordship's most obedient humble Servant,
(Signed) GEORGE HAMILTON.

ENCLOSURES.

No. 1.

Foreign Office,
7th April 1897.

Sir,

With reference to my letter of 5th March, I am directed by the Secretary of State for Foreign Affairs to transmit to you, to be laid before the Secretary of State for India, the accompanying copies of correspondence respecting the ratification by Great Britain of the Paris Sanitary Convention of 1894.

I am, &c.,
GEORGE CURZON.

The Under Secretary of State
for India.

Enclosure 1 in No. 1.

Londres,
le 28 Février 1897.

Monsieur le Marquis,

C'est avec grande satisfaction que le Gouvernement de la République a appris la décision que votre Excellence a bien voulu me communiquer par la lettre du 19 de ce mois et aux termes de laquelle le Gouvernement de Sa Majesté Britannique se déclare prêt à ratifier la Convention Sanitaire Internationale du 3 Avril 1894, sous la condition, néanmoins, qu'il sera donné suite aux trois propositions

transactionnelles que j'ai été chargé de faire à votre Seigneurie, au sujet des trois réserves que les Plénipotentiaires Britanniques ont fait inscrire dans le procès verbal de signature.

Pour assurer la réalisation des deux premières propositions transactionnelles du Gouvernement de la République, qui sont reproduites sous la forme des réserves Nos. 1 et 2 dans la dépêche de votre Excellence du 19 de ce mois, il suffit que, dans l'Instrument des Ratifications de toutes les Puissances signataires, il résulte :—

1°. Que l'alinéa V. de la Section A de l'annexe I. de la Convention est rédigé conformément à la stipulation acceptée par le Gouvernement Britannique relativement à cet alinéa, résultat qui serait obtenu par l'adjonction des mots "si le circonstances locales le permettent."

2°. Que, dans l'article 13 du Règlement inséré dans la Section B de la même annexe I., les mots "une surface d'au moins deux mètres carrés, soit un mètre sur deux mètres," ont été remplacés par les mots "une surface d'au moins cent cinquante décimètres carrés." Cette dernière mesure correspond, en effet, à seize "square feet."

Quant à la troisième réserve, comme en raison du nombre des parties contractantes chaque Puissance ne déposera qu'un seul instrument de ses ratifications, cette réserve recevra ses effets, ainsi que l'indiquait la 3e proposition transactionnelle du Gouvernement Français, si dans l'instrument des ratifications de Sa Majesté Britannique le Gouvernement de la Grande Bretagne n'insère pas l'Annexe III de la Convention qui vise le Golfe Persique. Dans le procès verbal de dépôt des ratifications, les Représentants des autres Puissances donneront acte au Plénipotentiaire Britannique que l'Annexe III. n'est pas comprise dans les ratifications du Gouvernement Anglais, et que les stipulations de cette annexe ne sont pas acceptées par lui en tant qu'elles le concernent.

C'est de cette manière qu'il a été procédé lorsqu'il s'est agi de déposer les ratifications de l'Acte Général de la Conférence de Bruxelles du 2 Juillet 1890 relatif à l'Afrique, acte que le Gouvernement de la République n'a ratifie que le 2 Janvier 1892, en excluant, en ce qui le concernent, les stipulations des Articles 21, 22, et 23 et celles des Articles 41 à 61.

En resumé, dans l'instrument des ratifications, la Convention et ses annexes se présenteront sous la forme définitive du document que votre Seigneurie trouvera, ci-joint. Dans les ratifications de Sa Majesté Britannique, l'Annexe III. sera omise et le procès verbal de dépôt des ratifications sera rédigé conformément au modèle ci-joint. Il constatera, en outre, que les divers Gouvernements substituent aux réserves inscrites dans le procès verbal de signature de la Convention, les déclarations consignées dans le procés verbal des ratifications.

Je me plais à penser que votre Excellence estimera, comme le Gouvernement de la République, que la procédure indiquée, ci-dessus, est la seule qui réponde à la situation.

Ainsi que vous l'avez fait remarquer, Monsieur le Marquis, en terminant votre lettre du 19 de ce mois, l'application effective de la Convention Sanitaire de Paris demeure subordonnée à l'adhésion de la Sublime Porte à cet arrangement international et le Cabinet de Londres se montrant en même temps disposé à appuyer toute demande faite par les Puissances en vue de la signature de ladite Convention par le Gouvernement Ottoman, le Gouvernement de la République apprendrait, dès lors, avec satisfaction, que des instructions dans ce sens sont données par le télégraphe au représentant de Sa Majesté Britannique à Constantinople de manière à ce que Sir Philip Currie fût autorisé à s'associer

aux démarches tentées actuellement dans ce but par Monsieur Cambon auprés de la Sublime Porte.

Veuillez agréer, &c.,

ALPH. DE COURCEL,

Ambassade de France en Angleterre.

Sa Seigneurie le Marquis de Salisbury,
&c., &c., &c.

Enclosure in above.

Projet de Procès Verval de dépôt de Ratifications de la Convention Sanitaire Internationale, signée le 3 Avril 1894.

Etaient présents :

Pour l'Allemagne : Son Excellence . . . . .

Pour l'Autriche-Hongrie : Son Excellence . . . .

En exécution de l'Article V. de la Convention Sanitaire Internationale du 3 Avril 1894, et conformément à l'entente qui s'est établie pour proroger jusqu'à ce jour le délai dans lequel la Convention devait être ratifiée, les Soussignés, Représentants des Puissances co-signataires, se sont réunis au Ministère des Affaires Etrangères à Paris, pour procéder au dépôt entre les mains du Gouvernement de la République Française, des ratifications des Hautes Puissances Contractantes.

Monsieur X. l'un des representants de la France, fait connaître que le Gouvernement de la République a reçu les instruments des ratifications :—

1°. De Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi du Prusse ;

2°. . . . . .

3°. . . . . .

Les dites Ratifications sont produites.

Son Excellence Monsieur . . . . déclare que les Ratifications de Sa Majesté Britannique ne comprennent pas l'Annexe III. de la Convention, annexe relative à la protection du Golfe Persique.

Les Représentants des autres Gouvernements co-signataires donnent acte à Son Excellence . . . . que ladite Annexe III. n'est pas insérée dans les Ratifications de Sa Majesté Britannique, et que les stipulations de cette annexe ne sont pas acceptées par Elle, en tant qu'elles la concernent, et qu'elles ne seront pas appliquées aux navires Britanniques ou Indiens.

Toutes les ratifications ayant été, après examen, trouvées en bonne et due forme, elles sont confiées au Gouvernement de la République pour être déposées dans les Archives du Département des Affaires Etrangères de la République Française.

Les Représentants des Gouvernements co-signataires constatent en outre, que les déclarations consignées dans le présent procès verbal de dépôt des ratifications demeurent substituées aux réserves inscrites dans le procès verbal de signature de la convention en date du 3 Avril 1894.

En foi de quoi a été dressé le présent procès verbal, dont une copie certifiée sera adressée par les soins du Gouvernement de la République Française à chacune des autres Puissances ayant ratifié la Convention Sanitaire du 3 Avril 1894.

Fait à Paris, le 1897.

Enclosure 2 in No. 1.

Foreign Office,
16th March 1897.

Your Excellency,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of the 28th ultimo, respecting the ratification by Her Majesty

of the Paris International Sanitary Convention of the 3rd of April 1894, and to inform you that Her Majesty's Government concur in the course of procedure proposed in your note.

The ratification in question will now be prepared for deposit at Paris. Her Majesty's Government would, however, suggest, should the French Government see no objection, that, in the protocol of deposit, of which a draft accompanied your Excellency's above-mentioned note, after the words "en tant qu'elles le concernent" at the end of the fifth paragraph, the words "et qu'elles ne seront pas appliquées aux navires Britanniques ou Indiens" should be added.

I have, &c.,

His Excellency Baron de Courcel. SALISBURY.

Enclosure 4 in No. 1.

Londres,

Monsieur le Marquis, le 24 Mars 1897.

Je n'ai pas manqué de communiquer à mon Gouvernement la lettre que votre Seigneurie m'a fait l'honneur de m'adresser, le 16 de ce mois, au sujet de la ratification par le Gouvernement de Sa Majesté la Reine de la Convention Sanitaire de Paris, et de lui soumettre la suggestion que les mots "et qu'elles ne soient pas appliquées aux navires Britanniques ou Indiens" soient ajoutés aux mots "en tant qu'elles (les stipulations de l'Annexe III.) le concernent" à la fin du 5 alinéa du procés verbal de dépôt.

Ainsi que je l'ai fait ressortir dans ma lettre du 28 Février à votre Seigneurie, l'absence de l'Annexe III. dans les ratifications du Gouvernement de Sa Majesté la Reine relatives à la Convention du 5 Avril 1894 donne tous les effets qu'elle comporte à la troisiéme réserve du Gouvernement Britannique et ce fait établit suffisamment que le Gouvernement Anglais n'est pas participant à la Convention en ce qui concerne l'Annexe III. Le Gouvernement de la République verrait dès lors des inconvénients à aller au-delà et à modifier ou compléter la formule qu'il a suggérée, et qui est conforme à celle du procès verbal de ratifications de l'Acte Général de la Conférence de Bruxelles du 2 Janvier 1892. L'adjonction demandée provoquerait, peut-être, de la part des autres Puissances, le renouvellement des réserves qu'elles ont faites au moment de signer la Convention, et qui sont constatées dans le procès verbal de signature de la Convention.

Le Gouvernement de la République a, en outre, par une circulaire du 12 Mars, mis les Puissance co-signataires de l'arrangement international du 3 Avril 1894 au courant du résultat des pourparlers qu'il a engagés avec le Gouvernement de Sa Majesté la Reine.

En leur communiquant la lettre de votre Seigneurie en date du 19 Février, Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères de France a en même temps soumis à leur approbation le projet de procès verbal de dépôt des ratifications joint à ma lettre du 28 Février. Dans cette situation, mon Gouvernement exprime la crainte qu'une modification du texte proposé par lui entrainerait de nouveaux retards, et il lui parait urgent d'éviter ces retards au moment où l'accord a fini par s'établir.

En me priant de faire part de ces diverses considérations à votre Seigneurie, Nonsieur Hanotaux me charge de lui exprimer l'intérêt qu'il attacherait à ce que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine n'insistât pas sur sa demande, afin de pouvoir proposer aux Puissances une date aussi rapprochée que possible pour le dépôt des instruments de leurs ratifications.

Veuillez, &c.,

ALPH. DE COURCEL.

Sa Seigneurie le Marquis de Salisbury,
&c., &c., &c.

No. 2.

Foreign Office,

Sir, 10th April 1897.

With reference to my letter of 7th April, I am directed by the Secretary of State for Foreign Affairs to transmit to you, to be laid before the Secretary of State for India, the accompanying copy of a note respecting the ratification of the Paris Sanitary Convention.

I am, &c.,

The Under Secretary of State for India. FRANCIS BERTIE.

Enclosure in No. 2.

Foreign Office,

Your Excellency, 8th April 1897.

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of the 24th ultimo, in which you express the hope of the French Government that Her Majesty's Government will not insist upon the proposed amendment in the draft protocol of deposit of the ratifications of the Paris International Sanitary Convention of 3rd April 1894.

In reply, I have the honour to state that Her Majesty's Government will not insist on this particular form of recording the understanding which has been arrived at, if the French Government fear that it might have the effect of causing delay.

It is however essential, in the opinion of Her Majesty's Government, that it should be clearly acknowledged by all the parties to the Convention, that the stipulations of Annexure III are not to be applied to British or Indian vessels.

The British representative will therefore be instructed to make a declaration to this effect, on depositing Her Majesty's ratification, and will request that act may be taken of it by the other signatories to the Convention.

I have, &c.,

His Excellency Baron de Courcel, SALISBURY.
&c., &c., &c.

No. 3.

Foreign Office,

Sir, 20th December 1897.

I am directed by the Marquess of Salisbury to transmit to you, to be laid before the Secretary of State for India, a copy of a Despatch from Dr. Dickson, British Delegate on the Constantinople Board of Health, enclosing and commenting on the "Réglement Spécial applicable au Pélérinage du Hedjaz de 1898."

As Lord George Hamilton will observe, Dr. Dickson remarks that the Board of Health has no information as to what measures of precaution are taken against arrivals from Hindustan at Ceylon, Aden, and the Burmese ports, and I am to request that copies of the regulations at these places may, if Lord G. Hamilton sees no objection, be furnished for transmission to Dr. Dickson.

The Aden rules are, it is understood from your letter of 16th September last and from subsequent correspondence, now under revision.

I am, &c.,
GEORGE CURZON.

The Under Secretary of State
for India.

Enclosure in No. 3.

Constantinople,
30th November 1897.

Sir,

I have the honour to transmit to your Excellency herewith 30 copies of the "Réglement Spécial applicable au Pélerinage du Hedajz de 1898."

This réglement was framed by a sub-committee named for the purpose, and of which I was the member appointed to draw up the rules.

In order to do this properly, I requested Midhat Effendi, the Vice-President of the Board of Health, to state on what basis these rules were to be framed and to inform me whether I might do this in conformity with the resolutions of the Sanitary Conference of Paris of 1894 and that of Venice of 1897.

Midhat Effendi replied that the Porte had not yet accepted the resolutions of the Conference of Venice, but that it had accepted those of Paris with the reserves announced by the Ottoman delegates at the Conference of Venice at its tenth sitting as reported at page 162 of its printed procès verbaux. I amended therefore the réglement of 1897 in accordance with these instructions, and it was accepted by the Board of Health.

Your Excellency will find the réglement, I hope, worded in terms which could lead to further improvement, and to greater moderation in the restrictive measures that may be imposed in future. I failed, however, in my efforts to reduce the 15 days' quarantine on infected arrivals to 10 days, but Midhat Effendi expressed a hope that this would be done in some future réglement. The Board of Health has no information as to what measures of precaution are taken against arrivals from Hindustan at Ceylon, Aden, Burmese ports, Straits Settlements, and Hong Kong, nor am I able to give this information. Restrictive measures are therefore applied to arrivals from those ports which might otherwise be dispensed with.

I take the liberty of suggesting that 10 copies of the Réglement Spécial herein enclosed might be sent to the Foreign Office and one to each of Her Majesty's Consulates at Trebizond, Dardanelles, Smyrna, Salonica, Crete, Beyrout, Alexandria, Port Said, Suez, Benghazi, Tripoli in North Africa, Jeddah, Hodeidah, Aden, Bagdad, Basra, Bushire, Muscat, and Zanzibar.

I have given Her Majesty's Consul in Constantinople two copies.

I have, &c.,
E. D. DICKSON.

Sir Philip Currie, G.C.B.,
&c., &c., &c.

No. 4.

R. & S. 3268.

India Office,
11th January 1898.

Sir,

I am directed by the Secretary of State for India in Council to acknowledge the receipt of Mr. Curzon's letter of the 20th December 1897, and in reply to inform you that the latest regulations in force at the ports of Burmah in connection with the plague will be found in

Enclosure 36 of Sanitary Letter from India, No. 24, dated 7th October 1897, copy of which was forwarded to the Foreign Office on 16th November last.

As pointed out by Mr. Curzon the Aden rules are under revision, while quarantine arrangements at Ceylon are in the hands of the Colonial Office.

I have, &c.,
HORACE WALPOLE.

The Under Secretary of State,
Foreign Office.

No. 5.

Foreign Office,
21st January 1898.

Sir,

With reference to a letter from this Department, dated the 20th ultimo, I am directed by the Secretary of State for Foreign Affairs to transmit to you, to be laid before the Secretary of State for India, the accompanying copy of a Despatch relative to the question of the measurements of pilgrim ships.

I am, &c.,
F. H. VILLIERS.

The Under Secretary of State
for India.

Enclosure in above.

No. 3, Commercial.

Constantinople,
13th January 1898.

My Lord,

With reference to my Despatch No. 93 of this series, of the 2nd of December last, I have the honour to forward to your Lordship herewith copy of a paper* which I have received from the British Delegate on the Constantinople Board of Health respecting the measurements of pilgrim ships to be used in connection with the Hedjaz pilgrimage of 1898.

* In original.

I have, &c.
PHILIP CURRIE.

The Secretary of State,
Foreign Office.

G. C. Press, Simla.—No. 115 H. D.—14-4-98.—130.

India Office,
London, 10th February 1898.

Revenue,
No. 26.

To His Excellency The Right Honourable The Governor General of India in Council.

Pilgrimage to the Hijaz.

My Lord,

I forward herewith, for the information of your Excellency's Government, copy of papers as noted in the margin* relative to the pilgrimage to the Hijaz.

I have the honour to be,
My Lord,
Your Lordship's most obedient
humble Servant,
(Signed) George Hamilton.

* From Foreign Office, 7th April 1897, and enclosures.
From ditto, 16th April 1897, and enclosures.
From ditto, 20th December 1897, and enclosures.
To ditto, 11th January 1898.
From ditto, 21st January 1898, and enclosures.

ENCLOSURES.

No. 1.

Foreign Office,
Sir, 7th April 1897.

With reference to my letter of 5th March, I am directed by the Secretary of State for Foreign Affairs to transmit to you, to be laid before the Secretary of State for India, the accompanying copies of correspondence respecting the ratification by Great Britain of the Paris Sanitary Convention of 1894.

I am, &c.,
The Under Secretary of State for India. George Curzon.

Enclosure 1 in No. 1.

Londres,
Monsieur le Marquis, le 28 Février 1897.

C'est avec grande satisfaction que le Gouvernement de la République a appris la décision que votre Excellence a bien voulu me communiquer par la lettre du 19 de ce mois et aux termes de laquelle le Gouvernement de Sa Majesté Britannique se déclare prêt à ratifier la Convention Sanitaire Internationale du 3 Avril 1891, sous la condition, néanmoins, qu'il sera donné suite aux trois propositions

transactionnelles que j'ai été chargé de faire à votre Seigneurie, au sujet des trois réserves que les Plénipotentiaires Britanniques ont fait inscrire dans le procès verbal de signature.

Pour assurer la réalisation des deux premières propositions transactionnelles du Gouvernement de la République, qui sont reproduites sous la forme des réserves Nos. 1 et 2 dans la dépêche de votre Excellence du 19 de ce mois, il suffit que, dans l'Instrument des Ratifications de toutes les Puissances signataires, il résulte :—

1°. Que l'alinéa V. de la Section A de l'annexe I. de la Convention est rédigé conformément à la stipulation acceptée par le Gouvernement Britannique relativement à cet alinéa, résultat qui serait obtenu par l'adjonction des mots "si le circonstances locales le permettent."

2°. Que, dans l'article 13 du Règlement inséré dans la Section B de la même annexe I., les mots "une surface d'au moins deux mètres carrés, soit un mètre sur deux mètres," ont été remplacés par les mots "une surface d'au moins cent cinquante décimètres carrés." Cette dernière mesure correspond, en effet, à seize "square feet."

Quant à la troisième réserve, comme en raison du nombre des parties contractantes chaque Puissance ne déposera qu'un seul instrument de ses ratifications, cette réserve recevra ses effets, ainsi que l'indiquait la 3e proposition transactionnelle du Gouvernement Français, si dans l'instrument des ratifications de Sa Majesté Britannique le Gouvernement de la Grande Bretagne n'insère pas l'Annexe III de la Convention qui vise le Golfe Persique. Dans le procès verbal de dépôt des ratifications, les Représentants des autres Puissances donneront acte au Plénipotentiaire Britannique que l'Annexe III. n'est pas comprise dans les ratifications du Gouvernement Anglais, et que les stipulations de cette annexe ne sont pas acceptées par lui en tant qu'elles le concernent.

C'est de cette manière qu'il a été procédé lorsqu'il s'est agi de déposer les ratifications de l'Acte Général de la Conférence de Bruxelles du 2 Juillet 1890 relatif à l'Afrique, acte que le Gouvernement de la République n'a ratifie que le 2 Janvier 1892, en excluant, en ce qui le concernent. les stipulations des Articles 21, 22, et 23 et celles des Articles 41 à 61.

En resumé, dans l'instrument des ratifications, la Convention et ses annexes se présenteront sous la forme définitive du document que votre Seigneurie trouvera, ci-joint. Dans les ratifications de Sa Majesté Britannique, l'Annexe III. sera omise et le procès verbal de dépôt des ratifications sera rédigé conformément au modèle ci-joint. Il constatera, en outre, que les divers Gouvernements substituent aux réserves inscrites dans le procès verbal de signature de la Convention, les déclarations consignées dans le procés verbal des ratifications.

Je me plais à penser que votre Excellence estimera, comme le Gouvernement de la République, que la procédure indiquée, ci-dessus, est la seule qui réponde à la situation.

Ainsi que vous l'avez fait remarquer, Monsieur le Marquis, en terminant votre lettre du 19 de ce mois, l'application effective de la Convention Sanitaire de Paris demeure subordonnée à l'adhésion de la Sublime Porte à cet arrangement international et le Cabinet de Londres se montrant en même temps disposé à appuyer toute demande faite par les Puissances en vue de la signature de ladite Convention par le Gouvernement Ottoman, le Gouvernement de la République apprendrait, dès lors, avec satisfaction, que des instructions dans ce sens sont données par le télégraphe au représentant de Sa Majesté Britannique à Constantinople de manière à ce que Sir Philip Currie fût autorisé à s'associer

aux démarches tentées actuellement dans ce but par Monsieur Cambon auprés de la Sublime Porte.

Veuillez agréer, &c.,

ALPH. DE COURCEL,

Ambassade de France en Angleterre.

Sa Seigneurie le Marquis de Salisbury,
&c., &c., &c.

Enclosure in above.

Projet de Procès Verval de dépôt de Ratifications de la Convention Sanitaire Internationale, signée le 3 Avril 1894.

Etaient présents :

Pour l'Allemagne : Son Excellence . . . . .

Pour l'Autriche-Hongrie : Son Excellence . . . .

En exécution de l'Article V. de la Convention Sanitaire Internationale du 3 Avril 1894, et conformément à l'entente qui s'est établie pour proroger jusqu'à ce jour le délai dans lequel la Convention devait être ratifiée, les Soussignés, Représentants des Puissances co-signataires, se sont réunis au Ministère des Affaires Etrangères à Paris, pour procéder au dépôt entre les mains du Gouvernement de la République Française, des ratifications des Hautes Puissances Contractantes.

Monsieur X. l'un des representants de la France, fait connaître que le Gouvernement de la République a reçu les instruments des ratifications :—

1°. De Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi du Prusse ;

2°. . . . . .

3°. . . . . .

Les dites Ratifications sont produites.

Son Excellence Monsieur . . . . déclare que les Ratifications de Sa Majesté Britannique ne comprennent pas l'Annexe III. de la Convention, annexe relative à la protection du Golfe Persique.

Les Représentants des autres Gouvernements co-signataires donnent acte à Son Excellence . . . . que ladite Annexe III. n'est pas insérée dans les Ratifications de Sa Majesté Britannique, et que les stipulations de cette annexe ne sont pas acceptées par Elle, en tant qu'elles la concernent, et qu'elles ne seront pas appliquées aux navires Britanniques ou Indiens.

Toutes les ratifications ayant été, après examen, trouvées en bonne et due forme, elles sont confiées au Gouvernement de la République pour être déposées dans les Archives du Département des Affaires Etrangères de la République Française.

Les Représentants des Gouvernements co-signataires constatent en outre, que les déclarations consignées dans le présent procès verbal de dépôt des ratifications demeurent substituées aux réserves inscrites dans le procès verbal de signature de la convention en date du 3 Avril 1894.

En foi de quoi a été dressé le présent procès verbal, dont une copie certifiée sera adressée par les soins du Gouvernement de la République Française à chacune des autres Puissances ayant ratifié la Convention Sanitaire du 3 Avril 1894.

Fait à Paris, le 1897.

Enclosure 2 in No. 1.

Foreign Office,
16th March 1897.

Your Excellency,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of the 28th ultimo, respecting the ratification by Her Majesty

transactionnelles que j'ai été chargé de faire à votre Seigneurie, au sujet des trois réserves que les Plénipotentiaires Britanniques ont fait inscrire dans le procès verbal de signature.

Pour assurer la réalisation des deux premières propositions transactionnelles du Gouvernement de la République, qui sont reproduites sous la forme des réserves Nos. 1 et 2 dans la dépêche de votre Excellence du 19 de ce mois, il suffit que, dans l'Instrument des Ratifications de toutes les Puissances signataires, il résulte :—

1°. Que l'alinéa V. de la Section A de l'annexe I. de la Convention est rédigé conformément à la stipulation acceptée par le Gouvernement Britannique relativement à cet alinéa, résultat qui serait obtenu par l'adjonction des mots "si le circonstances locales le permettent."

2°. Que, dans l'article 13 du Règlement inséré dans la Section B de la même annexe I., les mots "une surface d'au moins deux mètres carrés, soit un mètre sur deux mètres," ont été remplacés par les mots "une surface d'au moins cent cinquante décimètres carrés." Cette dernière mesure correspond, en effet, à seize "square feet."

Quant à la troisième réserve, comme en raison du nombre des parties contractantes chaque Puissance ne déposera qu'un seul instrument de ses ratifications, cette réserve recevra ses effets, ainsi que l'indiquait la 3e proposition transactionnelle du Gouvernement Français, si dans l'instrument des ratifications de Sa Majesté Britannique le Gouvernement de la Grande Bretagne n'insère pas l'Annexe III de la Convention qui vise le Golfe Persique. Dans le procès verbal de dépôt des ratifications, les Représentants des autres Puissances donneront acte au Plénipotentiaire Britannique que l'Annexe III. n'est pas comprise dans les ratifications du Gouvernement Anglais, et que les stipulations de cette annexe ne sont pas acceptées par lui en tant qu'elles le concernent.

C'est de cette manière qu'il a été procédé lorsqu'il s'est agi de déposer les ratifications de l'Acte Général de la Conférence de Bruxelles du 2 Juillet 1890 relatif à l'Afrique, acte que le Gouvernement de la République n'a ratifie que le 2 Janvier 1892, en excluant, en ce qui le concernent. les stipulations des Articles 21, 22, et 23 et celles des Articles 41 à 61.

En resumé, dans l'instrument des ratifications, la Convention et ses annexes se présenteront sous la forme définitive du document que votre Seigneurie trouvera, ci-joint. Dans les ratifications de Sa Majesté Britannique, l'Annexe III. sera omise et le procès verbal de dépôt des ratifications sera rédigé conformément au modèle ci-joint. Il constatera, en outre, que les divers Gouvernements substituent aux réserves inscrites dans le procès verbal de signature de la Convention, les déclarations consignées dans le procés verbal des ratifications.

Je me plais à penser que votre Excellence estimera, comme le Gouvernement de la République, que la procédure indiquée, ci-dessus, est la seule qui réponde à la situation.

Ainsi que vous l'avez fait remarquer, Monsieur le Marquis, en terminant votre lettre du 19 de ce mois, l'application effective de la Convention Sanitaire de Paris demeure subordonnée à l'adhésion de la Sublime Porte à cet arrangement international et le Cabinet de Londres se montrant en même temps disposé à appuyer toute demande faite par les Puissances en vue de la signature de ladite Convention par le Gouvernement Ottoman, le Gouvernement de la République apprendrait, dès lors, avec satisfaction, que des instructions dans ce sens sont données par le télégraphe au représentant de Sa Majesté Britannique à Constantinople de manière à ce que Sir Philip Currie fût autorisé à s'associer

aux démarches tentées actuellement dans ce but par Monsieur Cambon auprés de la Sublime Porte.

Veuillez agréer, &c.,

ALPH. DE COURCEL,

Ambassade de France en Angleterre.

Sa Seigneurie le Marquis de Salisbury,
&c., &c., &c.

Enclosure in above.

Projet de Procès Verval de dépôt de Ratifications de la Convention Sanitaire Internationale, signée le 3 Avril 1894.

Etaient présents :

Pour l'Allemagne : Son Excellence . . . . .

Pour l'Autriche-Hongrie : Son Excellence . . . .

En exécution de l'Article V. de la Convention Sanitaire Internationale du 3 Avril 1894, et conformément à l'entente qui s'est établie pour proroger jusqu'à ce jour le délai dans lequel la Convention devait être ratifiée, les Soussignés, Représentants des Puissances co-signataires, se sont réunis au Ministère des Affaires Etrangères à Paris, pour procéder au dépôt entre les mains du Gouvernement de la République Française, des ratifications des Hautes Puissances Contractantes.

Monsieur X. l'un des representants de la France, fait connaître que le Gouvernement de la République a reçu les instruments des ratifications :—

1°. De Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi du Prusse ;

2°. . . . . .

3°. . . . . .

Les dites Ratifications sont produites.

Son Excellence Monsieur . . . . déclare que les Ratifications de Sa Majesté Britannique ne comprennent pas l'Annexe III. de la Convention, annexe relative à la protection du Golfe Persique.

Les Représentants des autres Gouvernements co-signataires donnent acte à Son Excellence . . . . que ladite Annexe III. n'est pas insérée dans les Ratifications de Sa Majesté Britannique, et que les stipulations de cette annexe ne sont pas acceptées par Elle, en tant qu'elles la concernent, et qu'elles ne seront pas appliquées aux navires Britanniques ou Indiens.

Toutes les ratifications ayant été, après examen, trouvées en bonne et due forme, elles sont confiées au Gouvernement de la République pour être déposées dans les Archives du Département des Affaires Etrangères de la République Française.

Les Représentants des Gouvernements co-signataires constatent en outre, que les déclarations consignées dans le présent procès verbal de dépôt des ratifications demeurent substituées aux réserves inscrites dans le procès verbal de signature de la convention en date du 3 Avril 1894.

En foi de quoi a été dressé le présent procès verbal, dont une copie certifiée sera adressée par les soins du Gouvernement de la République Française à chacune des autres Puissances ayant ratifié la Convention Sanitaire du 3 Avril 1894.

Fait à Paris, le 1897.

Enclosure 2 in No. 1.

Foreign Office,
16th March 1897.

Your Excellency,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of the 28th ultimo, respecting the ratification by Her Majesty

of the Paris International Sanitary Convention of the 3rd of April 1894, and to inform you that Her Majesty's Government concur in the course of procedure proposed in your note.

The ratification in question will now be prepared for deposit at Paris. Her Majesty's Government would, however, suggest, should the French Government see no objection, that, in the protocol of deposit, of which a draft accompanied your Excellency's above-mentioned note, after the words "en tant qu'elles le concernent" at the end of the fifth paragraph, the words "et qu'elles ne seront pas appliquées aux navires Britanniques ou Indiens" should be added.

I have, &c.,

SALISBURY.

His Excellency Baron de Courcel.

Enclosure 4 in No. 1.

Londres,
le 24 Mars 1897.

Monsieur le Marquis,

Je n'ai pas manqué de communiquer à mon Gouvernement la lettre que votre Seigneurie m'a fait l'honneur de m'adresser, le 16 de ce mois, au sujet de la ratification par le Gouvernement de Sa Majesté la Reine de la Convention Sanitaire de Paris, et de lui soumettre la suggestion que les mots 'et qu'elles ne soient pas appliquées aux navires Britanniques ou Indiens" soient ajoutés aux mots "en tant qu'elles (les stipulations de l'Annexe III.) le concernent" à la fin du 5 alinéa du procés verbal de dépôt.

Ainsi que je l'ai fait ressortir dans ma lettre du 28 Février à votre Seigneurie, l'absence de l'Annexe III. dans les ratifications du Gouvernement de Sa Majesté la Reine relatives à la Convention du 5 Avril 1894 donne tous les effets qu'elle comporte à la troisiéme réserve du Gouvernement Britannique et ce fait établit suffisamment que le Gouvernement Anglais n'est pas participant à la Convention en ce qui concerne l'Annexe III. Le Gouvernement de la République verrait dès lors des inconvénients à aller au-delà et à modifier ou compléter la formule qu'il a suggérée, et qui est conforme à celle du procès verbal de ratifications de l'Acte Général de la Conférence de Bruxelles du 2 Janvier 1892. L'adjonction demandée provoquerait, peut-être, de la part des autres Puissances, le renouvellement des réserves qu'elles ont faites au moment de signer la Convention, et qui sont constatées dans le procès verbal de signature de la Convention.

Le Gouvernement de la République a, en outre, par une circulaire du 12 Mars, mis les Puissance co-signataires de l'arrangement international du 3 Avril 1894 au courant du résultat des pourparlers qu'il a engagés avec le Gouvernement de Sa Majesté la Reine.

En leur communiquant la lettre de votre Seigneurie en date du 19 Février, Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères de France a en même temps soumis à leur approbation le projet de procès verbal de dépôt des ratifications joint à ma lettre du 28 Février. Dans cette situation, mon Gouvernement exprime la crainte qu'une modification du texte proposé par lui entrainerait de nouveaux retards, et il lui parait urgent d'éviter ces retards au moment où l'accord a fini par s'établir.

En me priant de faire part de ces diverses considérations à votre Seigneurie, Nonsieur Hanotaux me charge de lui exprimer l'intérêt qu'il attacherait à ce que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine n'insistât pas sur sa demande, afin de pouvoir proposer aux Puissances une date aussi rapprochée que possible pour le dépôt des instruments de leurs ratifications.

Veuillez, &c.,

ALPH. DE COURCEL.

Sa Seigneurie le Marquis de Salisbury,
&c., &c., &c.

No. 2.

Foreign Office,
10th April 1897.

Sir,

With reference to my letter of 7th April, I am directed by the Secretary of State for Foreign Affairs to transmit to you, to be laid before the Secretary of State for India, the accompanying copy of a note respecting the ratification of the Paris Sanitary Convention.

I am, &c.,

FRANCIS BERTIE.

The Under Secretary of State
for India.

Enclosure in No. 2.

Foreign Office,
8th April 1897.

Your Excellency,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of the 24th ultimo, in which you express the hope of the French Government that Her Majesty's Government will not insist upon the proposed amendment in the draft protocol of deposit of the ratifications of the Paris International Sanitary Convention of 3rd April 1894.

In reply, I have the honour to state that Her Majesty's Government will not insist on this particular form of recording the understanding which has been arrived at, if the French Government fear that it might have the effect of causing delay.

It is however essential, in the opinion of Her Majesty's Government, that it should be clearly acknowledged by all the parties to the Convention, that the stipulations of Annexure III are not to be applied to British or Indian vessels.

The British representative will therefore be instructed to make a declaration to this effect, on depositing Her Majesty's ratification, and will request that act may be taken of it by the other signatories to the Convention.

I have, &c.,

SALISBURY.

His Excellency Baron de Courcel,
&c., &c., &c.

No. 3.

Foreign Office,
20th December 1897.

Sir,

I am directed by the Marquess of Salisbury to transmit to you, to be laid before the Secretary of State for India, a copy of a Despatch from Dr. Dickson, British Delegate on the Constantinople Board of Health, enclosing and commenting on the "Réglement Spécial applicable au Pélérinage du Hedjaz de 1898."

As Lord George Hamilton will observe, Dr. Dickson remarks that the Board of Health has no information as to what measures of precaution are taken against arrivals from Hindustan at Ceylon, Aden, and the Burmese ports, and I am to request that copies of the regulations at these places may, if Lord G. Hamilton sees no objection, be furnished for transmission to Dr. Dickson.

The Aden rules are, it is understood from your letter of 16th September last and from subsequent correspondence, now under revision.

I am, &c.,
GEORGE CURZON.

The Under Secretary of State
for India.

Enclosure in No. 3.

Constantinople,
30th November 1897.

Sir,

I have the honour to transmit to your Excellency herewith 30 copies of the "Réglement Spécial applicable au Pélerinage du Hedajz de 1898."

This réglement was framed by a sub-committee named for the purpose, and of which I was the member appointed to draw up the rules.

In order to do this properly, I requested Midhat Effendi, the Vice-President of the Board of Health, to state on what basis these rules were to be framed and to inform me whether I might do this in conformity with the resolutions of the Sanitary Conference of Paris of 1894 and that of Venice of 1897.

Midhat Effendi replied that the Porte had not yet accepted the resolutions of the Conference of Venice, but that it had accepted those of Paris with the reserves announced by the Ottoman delegates at the Conference of Venice at its tenth sitting as reported at page 162 of its printed procès verbaux. I amended therefore the réglement of 1897 in accordance with these instructions, and it was accepted by the Board of Health.

Your Excellency will find the réglement, I hope, worded in terms which could lead to further improvement, and to greater moderation in the restrictive measures that may be imposed in future. I failed, however, in my efforts to reduce the 15 days' quarantine on infected arrivals to 10 days, but Midhat Effendi expressed a hope that this would be done in some future réglement. The Board of Health has no information as to what measures of precaution are taken against arrivals from Hindustan at Ceylon, Aden, Burmese ports, Straits Settlements, and Hong Kong, nor am I able to give this information. Restrictive measures are therefore applied to arrivals from those ports which might otherwise be dispensed with.

I take the liberty of suggesting that 10 copies of the Réglement Spécial herein enclosed might be sent to the Foreign Office and one to each of Her Majesty's Consulates at Trebizond, Dardanelles, Smyrna, Salonica, Crete, Beyrout, Alexandria, Port Said, Suez, Benghazi, Tripoli in North Africa, Jeddah, Hodeidah, Aden, Bagdad, Basra, Bushire, Muscat, and Zanzibar.

I have given Her Majesty's Consul in Constantinople two copies.

I have, &c.,
E. D. DICKSON.

Sir Philip Currie, G.C.B.,
&c., &c., &c.

No. 4.

R. & S. 3268.

India Office,
11th January 1898.

Sir,

I am directed by the Secretary of State for India in Council to acknowledge the receipt of Mr. Curzon's letter of the 20th December 1897, and in reply to inform you that the latest regulations in force at the ports of Burmah in connection with the plague will be found in

Enclosure 36 of Sanitary Letter from India, No. 24, dated 7th October 1897, copy of which was forwarded to the Foreign Office on 16th November last.

As pointed out by Mr. Curzon the Aden rules are under revision, while quarantine arrangements at Ceylon are in the hands of the Colonial Office.

I have, &c.,
HORACE WALPOLE.

The Under Secretary of State,
Foreign Office.

No. 5.

Foreign Office,
21st January 1898.

Sir,

With reference to a letter from this Department, dated the 20th ultimo, I am directed by the Secretary of State for Foreign Affairs to transmit to you, to be laid before the Secretary of State for India, the accompanying copy of a Despatch relative to the question of the measurements of pilgrim ships.

I am, &c.,
F. H. VILLIERS.

The Under Secretary of State
for India.

Enclosure in above.

No. 3, Commercial.

Constantinople,
13th January 1898.

My Lord,

With reference to my Despatch No. 93 of this series, of the 2nd of December last, I have the honour to forward to your Lordship herewith copy of a paper* which I have received from the British Delegate on the Constantinople Board of Health respecting the measurements of pilgrim ships to be used in connection with the Hedjaz pilgrimage of 1898.

* In original.

I have, &c.
PHILIP CURRIE.

The Secretary of State,
Foreign Office.

G. C. Press, Simla.—No. 115 H. D.—14-4-98.—130.

To
The French Translator
for favour of translation

R. Parkes
Chief Asst
F.O. Despatches

Ottawa
22. Apr 98

Translation

London, 28th February 1897.

Enclosure 1 in No. 1

My Lord Marquis,

It is with great satisfaction that the Government of the Republic has learnt the decision, which Your Excellency has been good enough to communicate to me ~~by~~ in your letter of the 19th instant and ~~in~~ according to the terms of which the Government of Her Britannic majesty declares itself ready to ratify the International Sanitary Convention of the 3rd April 1894, subject to the condition however that effect will be given to the three transactional (final) proposals which I was directed to make to your Lordship, on the subject of the three reservations which the British Ambassadors have caused to be recorded in the proceedings of Signature

para 3, clause 2, page 2, F.O. 894 Bundle 7 July 97

To ~~ensure reciprocation of~~ give full effect to the two first transactional proposals of the Government of the Republic, which are reproduced in the form of reservations Number 1 and 2 in the despatch of your Excellency of the 19th instant, it will suffice if in the deed of ratification by all the powers signatory thereto, it

Translation submitted
Aug
6th Dec 1897

145 A/97 Sc. Put
535/97 Sc. –
542/97 Sc. –
594/97 Put Sc. –
1576/97 – Sc –
1602-3/97 – Sc –

it is arranged

1. That the new para. 5 of Sec. A of annexure I of the convention is recast in accordance with the stipulation accepted by the British Government in regard to this new paragraph; - a result which will be attained by the addition of the words "if local circumstances permit it."

Reservation (1)

2. That in Art. 13 of the Regulation inserted in Sec. B of the same annexure I, the words "an area of at least 2 square metres or one metre over two metres" be replaced by the words "an area at least 150 sq. decimetres". This last measurement corresponds in fact to 16 square feet.

— Do — (2)

In regard to the 3rd reservation, as on account of the number of the contracting parties, each Power will not deposit more than 1 deed of ratification, this reservation will have its effects as shown in the 3rd transactional proposal of the French Government, if in the deed of ratification of Her Britanic Majesty the Government of Great Brittain does not insert annexure 3 of the convention, relating to the Persian Gulf. In the protocol of deposit of the ratifications, the representatives of the other Powers will give act to the British ambassador that annexure 3 is not included in the ratification of the British Government, and

— Do — (3)

that

that the stipulations of this annexure are not accepted by it so far as they relate to it.

This was the procedure adopted when the question arose of depositing the ratifi=cations of the General Act of the Conference of Brussels, dated 2nd July 1890, relating to Africa, an Act which the Government of the Republic did not ratify till the 2nd January 1892 and by excluding the sti=pulations of Arts. 21, 22 and 23 and those of Arts. 41 to 61 so far as they related to it. To sum up, in the deed of ratifications, the Convention and its annexures will appear in the definitive form of the documents which Your Lordship will find hereto annexed. In the ratifications of Her Britanic Majesty, annexure III will be omitted and the protocol of deposit of ratifications will be recast (drop) in accordance with the annexed forms. It will moreover be ~~made certain~~ placed beyond a doubt that the various Governments have substituted for the re=servations recorded in the proceedings re=lating to the signature of the Convention, the declarations recorded in the proceedings of the ratifications.

I flatter myself that Your Excellency will be convinced like the Government of Republic, that the procedure indicated above is the only one suited to the circumstances of the case.

As you have remarked My Lord

Ir. No. 27/5/95.

Lord Marquis, at the end of your letter of the 19th instant, the effectual application of the Sanitary Convention of Paris remains subject to the adherence of the Sublime Porte to this international arrangement and the London Cabinet showing itself at the same time disposed to support all demands made by the Powers with a view to the signature of the said convention by the ottoman Govt. The Government of the Republic will therefore learn with satisfaction that instructions to this effect have been given by telegram to the representative of Her Britanic majesty at Constantinople, so that Sir Philip Currie might be authorised to associate himself with the measures which have been actually set afoot with this object by Monsieur Cambon with the Sublime Port.

Enclosure in above.

Protocol of deposit of ratifications of the International Sanitary Convention signed on the 3rd April 1894

Present For Germany A. E. ------
For Austrian Hungary A. E. -------

In execution of Art. 5. of the International Sanitary Convention of the 3rd April 94, and in accordance with the understanding which has been arrived at for adjourning up to this day

A. No. 27/5/95.

day the period within which the Convention ought to be ratified, the undersigned Represen: tatives of the Powers who are co-signatories thereto, have assembled at the office of the Minister for foreign affairs at Paris to proceed to deposit in the hands of the Government of French Republic the ratifications of the High Contracting Powers.

M^r^ R. one of the representatives for France announces that the Govt: of the Republic has received the deeds of ratifications from

1. His majesty the Emperor of Germany, King of Prussia.
2. " "
3. " "

The said ratifications are produced.

H. E. His Excellency M^r^ declares that the ratification of Her Britanic Majesty do not include annexure III of the Convention, i.e., the annexure relating to the protection of the Persian Gulf.

The representatives of the other Govts., co-signatories give act to H. E. - - - - - that the said annexure III is not inserted in the ratifications of Her Britanic Majesty and that the stipulations of this annexure are not accepted by Her, so far as they concern Her, and they shall not be applied to British or Indian vessels.

All the ratifications having been found, after examination, in ~~F~~ order and in due

27/3/95

due form. They are confided to the Government of the Republic for being deposited in the archives of the department for foreign affairs of the French Republic.

The representatives of the Co-signatory Governments attest moreover that the declarations recorded in the present proceedings of deposit of ratifications stand substituted for the reservations written in the proceedings of the signature of the Convention dated 3rd April 94.

In proof of which has been drafted the present proceedings of which a certified copy will be forwarded by the Government of the French Republic to each of the other Powers who have ratified the Sanitary Convention of the 3rd April 1894.

Dated Paris 1897.

Enclosure 4 in No. 1.

London, 24th March 1897.

My Lord Marquis,

I have not failed to communicate to my Government the letter which your Lordship did me the honour to address on the 16th instant on the subject of the ratification by the Government of Her Majesty the Queen of the Sanitary Convention of Paris and to submit to it the suggestion that

Ex. No. 27/3/95.

that the words "and that they shall not be applied to British or Indian Vessels" should be added to the words "so far as they (the stipulation of annexure III) relate to it," at the end of the 5th para. of the protocol of deposit.

As I brought prominently to notice in my letter of the 28th February to your Lordship, the absence of annexure III in the ratifications of Her Majesty the Queen, relating to the convention of the 5th April 94 produces all the effects ensured by the 3rd reservation of the British Govt. and this fact sufficiently establishes the point that the English Govt. is not a party to the convention so far as annexure III is concerned. On the otherhand, the Government of the Republic will find it inconvenient to go beyond this and to modify or amplify the form which it has suggested and which is in accordance with that of the proceedings of ratifications of the General act of the Conference of Brussels of the 2nd January 1892. The addition asked for will probably give rise on the part of the other Powers to the renewal of the reservations which they made at the moment of signing the Convention and which are recorded in the proceedings of the signature of the Convention.

The Government of the Republic has, moreover by a circular of the 12th March, placed the Powers who were co-signatories to the international arrangement of the 3rd April 1894,

in

in possession of the result of the negotiations which it has entered into with the Government of Her majesty the Queen.

In communicating to them Your Lordship's letter, dated the 19th February the Minister of foreign affairs of France has at the same time submitted for their approval the draft of the protocol of Deposit of the ratifications annexed to my letter of the 28th February. In these circumstances, my Govt. expresses the fear that a modification of the text proposed by it will entail new delays, and it appears urgently necessary to avoid these delays at a moment when unanimity has been finally established.

I am requesting me to lay these various considerations before your Lordship. Monsieur (important) Hanotaux directs me to express the interest which he will attach to the Government of Her Majesty the Queen not insisting upon its demand, with a view to facilitate the proposals to the Powers of a date as proximate as possible for the deposit of the deeds of their ratifications.

To His Lordship the Marquis of Salisbury.

6/5/98

No. 883

Copy forwarded to the Government of Madras for ~~disposal~~ information.

SECRETARY TO GOVERNMENT
22 APR 1898
LOCAL & MUNICIPAL DEPARTM.

By order, &c.,

HOME DEPARTMENT;
(Sanitary)
Simla, the 15th April 1898.

Under Secretary to the Govt. of India.